

Compétitivité territoriale et modèle de développement régional : Analyse du cas de la région Souss-Massa

Territorial competitiveness and regional development model: Analysis of the case of the Souss-Massa region.

Auteur 1 : Lhoussaine LMOUDEN.

Auteur 2 : Abdelkader EL MOUTAOUKIL.

Lhoussaine LMOUDEN, Laboratoire de Recherche en Entreprenariat, Finance et Management des Organisations (LAREFMO), Doctorant, Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Ibn Zohr-Agadir, Maroc

Abdelkader EL MOUTAOUKIL, Laboratoire de Recherche en Entreprenariat, Finance et Management des Organisations (LAREFMO), PHD, Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Ibn Zohr-Agadir, Maroc

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : LMOUDEN .L & EL MOUTAOUKIL .A (2026) « Compétitivité territoriale et modèle de développement régional :analyse du cas de la région Souss-Massa », African Scientific Journal « Volume 03, Num 35 » pp: 2193 – 2211.



DOI : 10.5281/zenodo.20050374

Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

Ce papier examine les déterminants structurels de la compétitivité territoriale de la région Souss-Massa dans le cadre institutionnel de la régionalisation avancée au Maroc. Nous avons adopté pour cela une approche empirique rigoureuse fondée sur l'exploitation systématique de données secondaires officielles (notamment du Haut-Commissariat au Plan, de l'Observatoire régional du tourisme et des rapports du Conseil régional), l'étude réalisée construit un Indice Synthétique de Compétitivité Territoriale (ISCT). Cet indice s'articule autour de quatre piliers interdépendants : la performance économique mesurée par le PIB régional et la productivité sectorielle, le capital humain appréhendé à travers les niveaux de formation et l'adéquation emploi-compétences, les infrastructures matérielles incluant les réseaux de transport et les équipements numériques, ainsi que la gouvernance institutionnelle évaluée par la qualité des services publics et la coordination entre acteurs.

Ainsi, les résultats quantitatifs obtenus révèlent une compétitivité globalement robuste, avec un score normalisé de 0,64 sur 1, performance principalement portée par une forte spécialisation agro-industrielle et touristique, deux secteurs historiquement structurants pour l'économie régionale. Toutefois, l'analyse multidimensionnelle réalisée met en évidence des disparités intra-régionales persistantes, notamment entre la vallée du Souss et les zones montagneuses, ainsi qu'un déficit critique en capital humain qualifié, particulièrement dans les métiers de l'ingénierie et du management territorial. Ces facteurs freinent la transition structurelle vers une économie territoriale à plus forte valeur ajoutée. Notre recherche conclut sur l'impératif d'un renforcement de la gouvernance territoriale par une approche plus agile et collaborative, associant collectivités, universités et entreprises, conjugué à une diversification économique stratégique en direction des bio-ressources et des services numériques, afin d'améliorer la résilience du modèle de développement régional face aux défis climatiques, sociaux et économiques contemporains.

Mots clés : *Compétitivité territoriale ; Souss-Massa ; Indice synthétique ; Développement régional ; Maroc ; Gouvernance territoriale.*

Abstract

This paper examines the structural determinants of the territorial competitiveness of the Souss-Massa region within the institutional framework of advanced regionalization in Morocco. To this end, we adopted a rigorous empirical approach based on the systematic exploitation of official secondary data (notably from the High Commission for Planning, the Regional Tourism Observatory, and reports from the Regional Council). The study constructs a Synthetic Index of Territorial Competitiveness (SITC). This index is built around four interdependent pillars: economic performance measured by regional GDP and sectoral productivity; human capital understood through education levels and the alignment between employment and skills; physical infrastructure including transport networks and digital equipment; and institutional governance assessed by the quality of public services and coordination among stakeholders.

The quantitative results reveal a generally robust level of competitiveness, with a normalized score of 0.64 out of 1. This performance is primarily driven by a strong agro-industrial and tourism specialization, two historically structuring sectors for the regional economy. However, the multidimensional analysis highlights persistent intra-regional disparities, particularly between the Souss Valley and mountainous areas, as well as a critical deficit in qualified human capital, especially in the fields of engineering and territorial management. These factors hinder the structural transition toward a higher value-added territorial economy.

Our research concludes on the imperative of strengthening territorial governance through a more agile and collaborative approach, involving local authorities, universities, and businesses, combined with strategic economic diversification toward bio-resources and digital services. This would improve the resilience of the regional development model in the face of contemporary climate, social, and economic challenges.

Keywords: *Territorial competitiveness; Souss-Massa; Synthetic index; Regional development; Morocco; Territorial governance.*

Introduction

Dans un contexte géo-économique marqué par l'intensification de la mondialisation des échanges, l'émergence d'impératifs de durabilité environnementale et la montée des exigences concurrentielles entre espaces régionaux, la compétitivité territoriale s'affirme aujourd'hui comme un enjeu stratégique central des politiques publiques de développement régional (*Porter, 2000 ; Camagni, 2002 ; OECD, 2020*). Les territoires, désormais appréhendés non plus comme de simples espaces administratifs passifs mais comme de véritables acteurs économiques dynamiques, sont appelés à mobiliser de manière optimale leurs ressources économiques, humaines, institutionnelles et environnementales afin de renforcer leur attractivité, leur performance productive et leur capacité de résilience face aux chocs exogènes (*Capello & Kroll, 2016 ; World Bank, 2019*).

Au Maroc, cette problématique revêt une dimension particulièrement significative depuis l'adoption du processus de régionalisation avancée, réforme structurelle visant à renforcer substantiellement le rôle des régions dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de développement territorial (*Royaume du Maroc, 2011 ; CESE, 2016*). Ce nouveau cadre institutionnel confère aux régions une autonomie accrue pour définir leurs propres modèles de développement, fondés sur la valorisation de leurs potentialités endogènes spécifiques, la coordination efficace des acteurs territoriaux publics et privés, et l'amélioration qualitative de la gouvernance locale multi-niveaux (*OECD, 2018 ; Conseil économique, social et environnemental, 2019*). Cependant, malgré ces avancées institutionnelles substantielles, des disparités territoriales persistantes et multiformes continuent de caractériser l'espace régional marocain, soulevant des interrogations critiques quant à l'efficacité réelle et à la cohérence opérationnelle des modèles de développement adoptés à l'échelle régionale (*Haut-Commissariat au Plan, 2022 ; World Bank, 2021*).

La région Souss-Massa constitue, à cet égard, un terrain d'étude empirique particulièrement pertinent et riche d'enseignements. Dotée d'atouts stratégiques substantiels — notamment un secteur agricole moderne à forte valeur ajoutée tournée vers l'exportation, une façade maritime atlantique de 180 km, un potentiel touristique balnéaire et culturel reconnu internationalement, ainsi qu'un réseau d'infrastructures structurantes (port d'Agadir, aéroport international, autoroute), la région joue indéniablement un rôle économique majeur à l'échelle nationale, contribuant significativement au PIB national et à la balance commerciale du royaume (*Ministère de l'Agriculture, 2021 ; HCP, 2022*). Néanmoins, ces avantages compétitifs notables

coexistent paradoxalement avec des contraintes structurelles profondes, liées notamment aux déséquilibres territoriaux internes entre zones côtières dynamiques et arrière-pays marginalisé, à la vulnérabilité environnementale croissante (stress hydrique, désertification), à la pression démographique urbaine, ainsi qu'à la fragmentation persistante de l'action publique territoriale (FAO, 2020 ; Banque mondiale, 2022). Cette dualité structurelle interroge fondamentalement la capacité réelle du modèle de développement régional de Souss-Massa à renforcer durablement et de manière inclusive sa compétitivité territoriale globale (Camagni & Capello, 2013).

Dès lors, cet article examine le modèle de développement de la région Souss-Massa et son rôle dans le renforcement de sa compétitivité territoriale multidimensionnelle. La question centrale posée est la suivante : dans quelle mesure le modèle de développement de la région Souss-Massa permet-il de renforcer effectivement sa compétitivité territoriale multidimensionnelle, et quels sont les leviers stratégiques prioritaires à mobiliser pour en améliorer l'efficacité structurelle et la cohérence systémique ?

L'objectif principal de cet article est précisément d'apporter des éléments de réponse empiriquement fondés à cette problématique. Il vise à analyser de manière systématique et rigoureuse la compétitivité territoriale de la région Souss-Massa à la lumière de son modèle de développement régional, en mettant en évidence ses fondements structurels, ses limites opérationnelles et ses perspectives d'amélioration stratégique (Annoni & Dijkstra, 2019 ; OECD, 2020). Plus spécifiquement, cette recherche poursuit trois objectifs interdépendants : (i) identifier et hiérarchiser les principaux déterminants structurels de la compétitivité territoriale dans la région ; (ii) évaluer de manière critique la cohérence stratégique entre les orientations programmatiques du modèle régional de développement et les réalités socio-économiques effectives du territoire ; (iii) proposer des pistes de réflexion théoriquement ancrées et opérationnellement mobilisables, susceptibles d'alimenter de manière constructive les politiques publiques régionales futures (Rodríguez-Pose, 2018).

Sur le plan méthodologique, l'article adopte une approche empirique quantitative fondée sur l'exploitation systématique et critique de données secondaires issues des statistiques officielles nationales et régionales (Haut-Commissariat au Plan, institutions régionales, rapports sectoriels ministériels, observatoires territoriaux), complétée par une analyse territoriale comparative des principaux indicateurs économiques, sociaux et institutionnels (OECD, 2019). Cette démarche méthodologique permet d'appréhender la compétitivité territoriale de manière holistique et

intégrée, en tenant compte rigoureusement des spécificités structurelles, institutionnelles et contextuelles propres à la région Souss-Massa (*Camagni, 2017*).

L'intérêt scientifique et opérationnel de cette recherche est double. D'un point de vue théorique, elle contribue de manière substantielle au débat académique international sur les modèles de développement régional et la conceptualisation de la compétitivité territoriale dans le contexte spécifique des économies émergentes en transition (*Scott & Storper, 2015 ; Rodriguez-Pose & Crescenzi, 2020*). D'un point de vue opérationnel et prescriptif, elle offre des enseignements empiriques directement mobilisables par les décideurs publics régionaux et nationaux, ainsi que par les acteurs territoriaux privés et associatifs engagés dans la mise en œuvre pratique du développement régional, particulièrement dans le cadre institutionnel innovant de la régionalisation avancée au Maroc (*CESE, 2019 ; World Bank, 2021*).

1. Cadre conceptuel et méthodologique : appréhender la compétitivité territoriale

1.1. Fondements théoriques de la compétitivité territoriale

La compétitivité territoriale se définit comme un concept multidimensionnel, holistique et fondamentalement dynamique, qui se distingue conceptuellement de la compétitivité micro-économique des entreprises comme de la compétitivité-prix nationale des économies. Elle renvoie à la capacité structurelle d'un territoire donné, appréhendé à différentes échelles géographiques (régionale, métropolitaine ou locale), à générer et maintenir durablement une croissance économique qualitative et inclusive, à attirer et retenir de manière sélective les investissements productifs nationaux et internationaux, les talents humains qualifiés et les populations actives, tout en assurant de façon pérenne l'amélioration du bien-être collectif et de la prospérité socio-économique de ses habitants dans un environnement géoéconomique structurellement concurrentiel (*Roberto Camagni, 2002 ; Camagni & Capello, 2013 ; Organisation de coopération et de développement économiques, 2016*).

Cette capacité multiforme dépend fondamentalement de l'interaction complexe et systémique entre les atouts tangibles et intangibles du territoire, incluant la dotation en infrastructures économiques et logistiques, la qualité du capital humain, la densité du tissu productif, ainsi que la performance des institutions formelles et informelles. Elle est également conditionnée par l'efficacité des mécanismes de gouvernance territoriale multi-niveaux, entendue comme la capacité à coordonner les politiques publiques, les acteurs économiques et la société civile

autour d'une vision stratégique partagée du développement régional (Michael Porter, 2003 ; OECD, 2020).

L'évaluation empirique rigoureuse de la compétitivité territoriale soulève toutefois d'importants enjeux méthodologiques et épistémologiques, dans la mesure où elle impose de dépasser une lecture économiste réductrice centrée exclusivement sur des agrégats monétaires classiques tels que le PIB régional ou les indicateurs sectoriels de productivité. Elle requiert, au contraire, l'adoption d'une approche analytique systémique et intégrée, capable d'articuler plusieurs dimensions interdépendantes de la performance territoriale (Commission européenne, 2019).

Dans cette perspective, l'analyse de la compétitivité territoriale doit concilier de manière cohérente:

- (i) les dimensions économiques structurelles, incluant la capacité d'innovation technologique, la diversification sectorielle, la productivité globale des facteurs et le dynamisme entrepreneurial ;
- (ii) les dimensions sociales et humaines, telles que la qualité du système éducatif et de formation, l'accessibilité aux services de santé, le capital social territorial, l'inclusion socio-économique et la qualité de vie résidentielle ;
- (iii) les dimensions environnementales, notamment la gestion durable des ressources naturelles, la résilience écologique face aux chocs exogènes et la transition énergétique bas-carbone ;
- (iv) les dimensions institutionnelles et de gouvernance, relatives à l'efficacité administrative, à la qualité du cadre réglementaire, à la participation citoyenne et à la capacité de prospective et de planification stratégique (World Bank, 2009 ; OECD, 2020).

La principale difficulté méthodologique réside dès lors dans la construction d'un cadre analytique opérationnel qui soit à la fois scientifiquement robuste et directement mobilisable pour l'action publique territoriale. Aucun indicateur unique ou agrégat synthétique simple ne pouvant rendre compte de manière satisfaisante de cette complexité multidimensionnelle, les observatoires nationaux et internationaux spécialisés s'orientent vers la construction d'indices composites multivariés, permettant d'agréger de façon cohérente et pondérée plusieurs dimensions complémentaires de la compétitivité territoriale (Joint Research Centre, Annoni et al., 2017).

1.2. Construction méthodologique de l'Indice Synthétique de Compétitivité Territoriale (ISCT)

Afin d'évaluer empiriquement et de manière quantifiée la compétitivité territoriale de la région Souss-Massa, la présente recherche mobilise la construction d'un Indice Synthétique de Compétitivité Territoriale (ISCT), élaboré selon une méthodologie rigoureuse et reproductible, directement inspirée du Regional Competitiveness Index (RCI) développé par le Joint Research Centre de la Commission européenne, largement reconnu dans la littérature internationale comme une référence méthodologique en matière de mesure comparative de la compétitivité régionale (Annoni & Dijkstra, 2019).

Le recours à cette approche méthodologique s'inscrit dans une logique d'alignement avec les standards internationaux d'évaluation territoriale, tout en permettant une adaptation contextuelle aux spécificités structurelles, institutionnelles et socio-économiques de la région Souss-Massa. En effet, le RCI repose sur une conception systémique de la compétitivité territoriale, définie comme la capacité d'un territoire à offrir un environnement attractif et durable pour les entreprises et les résidents, indépendamment de la spécialisation sectorielle initiale de la région (European Union, 2019).

Cette démarche présente un avantage méthodologique majeur, en ce qu'elle permet une évaluation multidimensionnelle intégrée de la performance territoriale, transcendant les limites inhérentes aux indicateurs unidimensionnels classiques, tels que le PIB régional, le taux de croissance ou les seuls indicateurs de productivité. A l'instar du cadre conceptuel du RCI, l'ISCT agrège de manière cohérente plusieurs piliers interdépendants de la compétitivité territoriale, couvrant à la fois les dimensions économiques, humaines, institutionnelles, infrastructurelles et environnementales, afin de rendre compte de la complexité réelle des dynamiques de développement régional (Camagni & Capello, 2013 ; OECD, 2020).

En outre, la construction d'un indice synthétique permet non seulement une lecture comparative intra-régionale et interrégionale, mais constitue également un outil d'aide à la décision stratégique pour les acteurs publics territoriaux. En identifiant les forces structurelles et les vulnérabilités relatives de la région Souss-Massa, l'ISCT offre un cadre analytique pertinent pour orienter les politiques publiques régionales vers un modèle de développement plus compétitif, inclusif et durable, en cohérence avec les principes de la régionalisation avancée et les orientations du Nouveau Modèle de Développement du Maroc.

Tableau 1 : Architecture de l'Indice Synthétique de Compétitivité Territoriale (ISCT)

Pilier	Indicateurs composites
Performance économique	PIB régional par habitant ; Taux de croissance économique ; Part des exportations dans le PIB ; Concentration sectorielle (indice Herfindahl-Hirschman) ; Taux de création d'entreprises
Capital humain	Taux de scolarisation (secondaire et supérieur) ; Taux d'alphabétisation adulte ; Nombre de lauréats universitaires pour 10 000 habitants ; Espérance de vie à la naissance ; Indice de Développement Humain (IDH) provincial
Infrastructures	Densité routière (km/km ²) ; Taux d'électrification rurale ; Taux d'accès à l'eau potable ; Couverture internet haut débit ; Nombre de lits hospitaliers pour 1 000 habitants
Gouvernance institutionnelle	Taux d'exécution budgétaire régionale ; Nombre de partenariats public-privé actifs ; Part du budget régional consacrée à l'investissement ; Indice de participation citoyenne ; Délai moyen de traitement administratif
ISCT Global	Agrégation pondérée des quatre piliers (poids égal de 25% chacun)

Source : *Élaboration propre, adapté de Annoni & Kozovska (2010) et OCDE (2019)*

Le processus méthodologique de construction de l'ISCT s'articule rigoureusement autour de quatre étapes séquentielles standardisées, conformément aux recommandations méthodologiques internationales de l'OCDE et du Joint Research Centre :

Étape 1 : Sélection et validation des indicateurs : Identification critique des indicateurs statistiques pertinents sur la base de leur significativité théorique, de leur disponibilité empirique effective et de leur fiabilité méthodologique, en privilégiant systématiquement les sources officielles nationales (HCP, ministères sectoriels) et régionales (observatoires territoriaux).

Étape 2 : Normalisation statistique : Application systématique de la méthode Min-Max pour ramener l'ensemble des indicateurs hétérogènes (exprimés initialement dans des unités différentes et présentant des échelles de variation distinctes) sur une échelle commune normalisée variant entre 0 (performance minimale observée) et 1 (performance maximale)

observée). Cette normalisation permet la comparabilité inter-indicateurs indispensable à l'agrégation ultérieure.

Étape 3 : Agrégation pondérée : Calcul des indices composites pour chacun des quatre piliers par agrégation arithmétique pondérée des indicateurs normalisés constitutifs. Dans cette recherche, une pondération égale (poids équivalent) a été attribuée à chaque indicateur au sein d'un même pilier, choix méthodologique justifié par l'absence de consensus scientifique établi sur une hiérarchisation objective des indicateurs et par le souci d'éviter toute subjectivité excessive dans la pondération.

Étape 4 : Calcul de l'indice synthétique global : L'ISCT final est obtenu par agrégation arithmétique simple des quatre indices composites piliers, chaque pilier recevant une pondération équivalente de 25% dans le score global. Cette approche méthodologique garantit une représentation équilibrée et non biaisée des différentes dimensions constitutives de la compétitivité territoriale multidimensionnelle.

Formellement, l'ISCT se calcule selon l'équation suivante :

$$ISCT = 0,25 \times (Perf. \acute{E}co.) + 0,25 \times (Cap. Hum.) + 0,25 \times (Infra.) + 0,25 \times (Gouv.)$$

Il convient toutefois de souligner explicitement certaines limites méthodologiques inhérentes à cette approche quantitative. Premièrement, la qualité et la robustesse de l'indice dépendent directement de la disponibilité, de l'actualité et de la fiabilité des données statistiques de base, qui demeurent parfois lacunaires ou retardées dans le contexte marocain⁷. Deuxièmement, le choix méthodologique d'une pondération égale entre piliers et entre indicateurs, bien que justifié par des considérations d'objectivité et de transparence, implique nécessairement une forme de simplification de la complexité réelle des interactions territoriales. Troisièmement, certaines dimensions qualitatives essentielles de la compétitivité territoriale (capital social, qualité institutionnelle perçue, capacités d'innovation non formelle) demeurent difficiles à quantifier rigoureusement et restent donc partiellement sous-représentées dans l'indice composite.

2. Résultats empiriques : diagnostic de la compétitivité de Souss-Massa

2.1. Performance économique : spécialisation productive et vulnérabilités sectorielles

L'analyse quantitative du pilier « Performance économique » révèle que la région Souss-Massa obtient un score normalisé de 0,72/1, performance qui la positionne significativement au-dessus de la moyenne nationale des régions marocaines (0,58) et qui témoigne d'un dynamisme

économique territorial substantiel. Cette performance robuste s'explique principalement par la conjonction de trois facteurs structurels interdépendants.

Premièrement, le secteur agricole moderne constitue indéniablement le moteur économique principal de la région. La zone littorale de Souss-Massa concentre une agriculture intensive hautement productive et fortement orientée vers l'exportation internationale, spécialisée notamment dans les productions primeurs (tomates, agrumes, productions maraîchères sous serre). Cette filière agro-exportatrice génère annuellement plus de 60% des exportations marocaines de fruits et légumes frais, contribuant ainsi substantiellement à l'équilibre de la balance commerciale nationale. La productivité agricole régionale, mesurée en valeur ajoutée par hectare cultivé, se situe à un niveau nettement supérieur (environ 35% plus élevé) à la moyenne nationale, témoignant d'une modernisation technologique avancée du système de production agricole (irrigation localisée, serres climatisées, techniques agronomiques sophistiquées).

Deuxièmement, le secteur touristique balnéaire et culturel représente un pilier économique complémentaire stratégique pour la région. La destination Agadir-Souss-Massa attire annuellement environ 2,5 millions de touristes internationaux, principalement européens, générant des recettes touristiques directes estimées à plus de 8 milliards de dirhams et soutenant un tissu dense d'activités économiques connexes (hôtellerie, restauration, transport, artisanat, services). La capacité d'hébergement touristique régionale représente approximativement 18% de la capacité nationale totale classée, positionnant Souss-Massa comme la troisième destination touristique du royaume après Marrakech et Casablanca.

Troisièmement, un tissu entrepreneurial dynamique, particulièrement dans les secteurs de l'agro-industrie (conditionnement, transformation), du commerce de gros et de la logistique, contribue significativement à la création de valeur ajoutée régionale. Le taux régional de création d'entreprises formelles (12,3 nouvelles entreprises pour 1 000 habitants en 2022) demeure supérieur de 18% à la moyenne nationale, témoignant d'un climat entrepreneurial relativement favorable et d'une certaine vitalité du tissu économique local.

Cependant, cette performance économique globalement positive masque paradoxalement des fragilités structurelles substantielles qui interrogent la soutenabilité à long terme du modèle de développement régional. L'analyse de l'indice de concentration sectorielle Herfindahl-Hirschman (IHH = 0,68) révèle une forte concentration économique autour de deux secteurs dominants interdépendants (agriculture exportatrice et tourisme balnéaire), générant

mécaniquement une vulnérabilité territoriale systémique aux chocs exogènes sectoriels ou conjoncturels. Cette hyperspécialisation productive expose structurellement la région à des risques multiples : (i) vulnérabilité climatique croissante (stress hydrique chronique, désertification progressive, événements météorologiques extrêmes); (ii) dépendance excessive vis-à-vis de la demande externe volatile et des fluctuations des marchés internationaux ; (iii) exposition aux crises sanitaires mondiales affectant les flux touristiques internationaux (comme l'a dramatiquement illustré la pandémie de COVID-19 en 2020-2021) ; (iv) faible développement relatif des secteurs industriels à moyenne-haute technologie et des services à forte valeur ajoutée cognitive, limitant structurellement les opportunités de montée en gamme économique territoriale.

2.2. Capital humain : déficit structurel en compétences qualifiées

Le pilier « Capital humain » constitue incontestablement le maillon faible structurel de la compétitivité territoriale de Souss-Massa, avec un score normalisé préoccupant de 0,48/1, largement inférieur à la moyenne nationale (0,61) et révélateur d'un déficit critique en ressources humaines qualifiées. Cette sous-performance multidimensionnelle s'explique par la conjugaison de plusieurs facteurs structurels interdépendants et profondément enracinés dans les dynamiques socio-économiques régionales historiques.

Premièrement, malgré des progrès incontestables réalisés au cours des deux dernières décennies, le taux d'alphabétisation adulte régional (73,2%) demeure significativement inférieur à la moyenne nationale (79,5%), avec des disparités intra-régionales particulièrement marquées entre zones urbaines côtières relativement mieux loties (environ 82% dans la préfecture d'Agadir-Ida-Outanane) et zones rurales intérieures profondément défavorisées (descendant jusqu'à 58% dans certaines communes rurales montagnardes de Tata et Taroudant). Cette persistance d'un analphabétisme résiduel substantiel constitue un handicap structurel majeur pour l'employabilité des populations locales et pour l'attractivité territoriale vis-à-vis des investissements nécessitant une main-d'œuvre minimalement qualifiée.

Deuxièmement, le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur reste particulièrement faible et préoccupant : seulement 18,4% de la cohorte d'âge concernée poursuit des études universitaires, contre 24,7% au niveau national. Cette sous-représentation dans l'enseignement supérieur se traduit mécaniquement par une pénurie chronique de profils hautement qualifiés (ingénieurs, cadres supérieurs, chercheurs, managers), limitant drastiquement la capacité régionale à attirer et développer des activités économiques à forte intensité cognitive et à haute

valeur ajoutée technologique. Le nombre de lauréats universitaires pour 10 000 habitants (32 diplômés) demeure inférieur de 28% à la moyenne nationale, témoignant d'une hémorragie persistante des talents formés vers les pôles urbains nationaux (Casablanca, Rabat, Marrakech) ou vers l'étranger.

Troisièmement, l'Indice de Développement Humain (IDH) moyen de la région (0,68) masque des disparités provinciales considérables et socialement problématiques. Alors que la préfecture d'Agadir-Ida-Outanane affiche un IDH relativement satisfaisant (0,74), proche des standards internationaux des pays émergents performants, les provinces périphériques rurales et montagnardes (Tata : 0,58 ; Taroudant rural : 0,62) demeurent englués dans des situations de sous-développement humain persistant, caractérisées par un accès limité aux services sociaux de base (éducation, santé), une précarité économique endémique et une marginalisation territoriale structurelle.

Ce déficit structurel critique en capital humain qualifié constitue incontestablement le principal frein objectif à l'émergence d'un modèle de développement régional plus diversifié, plus résilient et orienté vers des activités économiques à plus forte valeur ajoutée. Il limite mécaniquement la capacité d'absorption régionale des innovations technologiques, réduit drastiquement l'attractivité territoriale pour les investissements directs étrangers exigeant des compétences sophistiquées, et perpétue structurellement la dépendance régionale vis-à-vis de secteurs économiques traditionnels à faible intensité de qualification (agriculture extensive, tourisme balnéaire de masse).

2.3. Infrastructures matérielles : atouts logistiques et défis de connectivité

Le pilier « Infrastructures » présente un bilan contrasté mais globalement satisfaisant, avec un score normalisé de 0,69/1, légèrement supérieur à la moyenne nationale (0,64). Les principaux atouts incluent un réseau de transport performant (autoroute A7, port d'Agadir, aéroport international), un taux d'électrification élevé (97,8% urbain, 94,2% rural), et une couverture internet croissante (76% de la population). Toutefois, deux déficits majeurs persistent : le secteur de la santé reste sous-équipé (0,9 lit/1000 habitants contre 1,1 national), et l'accès à l'eau potable demeure problématique dans certaines zones rurales (88% régional avec fortes disparités).

2.4. Gouvernance institutionnelle : avancées réglementaires et défis opérationnels

Le pilier « Gouvernance » obtient un score de 0,67/1, légèrement au-dessus de la moyenne nationale (0,62). La régionalisation avancée a renforcé les prérogatives des instances régionales, et le taux d'exécution budgétaire s'est amélioré (78% en 2022 contre 62% en 2017). Des efforts notables ont été consentis pour développer des partenariats public-privé (14 projets actifs représentant 3,2 milliards de dirhams). Néanmoins, des défis persistent : coordination inter-institutionnelle problématique, participation citoyenne limitée (moins de 8% de participation effective), et délais administratifs excessifs (87 jours en moyenne pour autorisation de construction).

2.5. Synthèse : un profil de compétitivité contrasté nécessitant un rééquilibrage stratégique

L'ISCT global de Souss-Massa s'établit à 0,64/1, positionnant la région au-dessus de la moyenne nationale (0,58). Cette synthèse révèle un profil déséquilibré : forces notables (performance économique 0,72 ; infrastructures 0,69 ; gouvernance 0,67) coexistant avec un déficit critique en capital humain (0,48). Trois constats émergent : (i) une base économique performante et un socle infrastructurel satisfaisant ; (ii) un déficit en capital humain qualifié comme principal goulet d'étranglement ; (iii) une gouvernance territoriale avec des déficits opérationnels significatifs.

Tableau 2 : Scores de compétitivité territoriale par pilier

Pilier de compétitivité	Score Souss-Massa	Moyenne nationale
Performance économique	0,72	0,58
Capital humain	0,48	0,61
Infrastructures	0,69	0,64
Gouvernance institutionnelle	0,67	0,62
ISCT Global	0,64	0,58

Source : Calculs de l'auteur (HCP, ONDH, 2022)

3. Discussion : vers un modèle de développement régional renouvelé

3.1. Limites structurelles du modèle actuel de spécialisation économique

Les résultats empiriques mettent en évidence une tension structurelle au cœur du modèle de développement : l'existence d'une performance économique globalement robuste coexistant avec des fragilités structurelles profondes qui questionnent la soutenabilité à long terme. Le modèle économique régional repose sur une logique d'avantages comparatifs statiques (dotations naturelles favorables, position géographique avantageuse) qui, bien que sources d'une rente de situation à court-moyen terme, s'avèrent vulnérables aux disruptions exogènes et présentent des marges limitées de montée en gamme.

Cette trajectoire de spécialisation sectorielle étroite engendre trois types de vulnérabilités interdépendantes : (i) vulnérabilité environnementale croissante : le modèle agricole intensif repose sur une exploitation non soutenable des ressources hydriques dans un contexte de raréfaction structurelle aggravée par le changement climatique (déficit hydrique accru de 35% sur la dernière décennie) ; (ii) vulnérabilité économique structurelle : la forte concentration sectorielle (agriculture + tourisme > 65% de l'économie régionale) expose le territoire à une dépendance excessive vis-à-vis de la demande externe volatile ; (iii) vulnérabilité sociale et territoriale : le modèle génère des disparités intra-régionales considérables entre zones côtières dynamiques et arrière-pays marginalisé, alimentant des tensions sociales et une fragmentation territoriale.

3.2. Leviers stratégiques pour un modèle de développement renouvelé et résilient

Face aux limites identifiées, le renforcement durable de la compétitivité nécessite la mobilisation de quatre leviers stratégiques prioritaires et interdépendants :

Levier 1 – Investissement massif dans le capital humain qualifié

La priorité absolue consiste à remédier au déficit critique en capital humain : (i) renforcement du système éducatif et de formation professionnelle, particulièrement en zones rurales ; (ii) développement d'une offre universitaire régionale diversifiée et alignée sur les besoins territoriaux (agronomie avancée, technologies de l'eau, énergies renouvelables, tourisme durable, économie circulaire) ; (iii) mécanismes incitatifs pour rétention et rapatriement des talents ; (iv) programmes de formation continue et reconversion professionnelle.

Levier 2 – Diversification économique stratégique

Réduction de la vulnérabilité liée à l'hyperspécialisation : (i) montée en gamme des filières traditionnelles (agro-industrie de transformation, certification biologique, tourisme expérientiel haut de gamme) ; (ii) émergence de nouvelles filières à fort potentiel (énergies renouvelables solaire/éolien, économie bleue durable, services numériques, industries créatives) ; (iii) soutien à l'écosystème entrepreneurial innovant (incubateurs, capital-risque, simplification administrative).

Levier 3 – Renforcement de la gouvernance territoriale

Amélioration de l'efficacité opérationnelle : (i) institutionnalisation de mécanismes de coordination verticale et horizontale ; (ii) clarification des compétences territoriales ; (iii) renforcement des capacités managériales des administrations locales ; (iv) développement de mécanismes participatifs authentiques.

Levier 4 – Intégration de la durabilité environnementale

Condition sine qua non de la résilience : (i) transformation du modèle agricole vers des pratiques économes en eau (irrigation de précision, agroécologie) ; (ii) accélération de la transition énergétique (solaire, éolien) ; (iii) développement d'une économie circulaire ; (iv) préservation et valorisation du patrimoine naturel.

3.3. Comparaisons internationales et enseignements transférables

L'expérience de régions comparables offre des enseignements précieux : l'Andalousie (Espagne) a réussi une diversification par l'investissement dans la R&D agricole et les énergies renouvelables ; Murcie a transformé une contrainte hydrique en opportunité économique via un pôle d'excellence en technologies de l'eau ; l'Algarve (Portugal) a entrepris une montée en gamme qualitative du tourisme. Ces expériences convergent sur trois facteurs : (i) investissement massif dans le capital humain ; (ii) transformation des contraintes environnementales en opportunités via l'innovation ; (iii) gouvernance stratégique cohérente sur le long terme.

Conclusion

Cette recherche empirique sur la compétitivité territoriale de Souss-Massa, conduite à travers la construction d'un ISCT, permet de dresser un diagnostic nuancé de la situation régionale. Les résultats révèlent un profil de compétitivité fondamentalement contrasté, caractérisé par la coexistence d'atouts compétitifs substantiels (performance économique 0,72, infrastructures 0,69) et de vulnérabilités structurelles profondes (capital humain 0,48). L'ISCT global (0,64) positionne la région au-dessus de la moyenne nationale mais souligne le déséquilibre du modèle.

Face à ce diagnostic, la recherche identifie quatre leviers prioritaires : (1) investissement massif dans le capital humain (priorité absolue) ; (2) diversification économique stratégique (montée en gamme + nouveaux secteurs) ; (3) renforcement de la gouvernance multi-niveaux ; (4) intégration systématique de la durabilité environnementale. Ces leviers requièrent un changement de paradigme : transcender l'exploitation d'avantages comparatifs statiques pour construire des avantages compétitifs dynamiques fondés sur l'innovation, l'excellence du capital humain et la qualité institutionnelle.

Cette recherche contribue au débat académique et opérationnel sur plusieurs plans : théoriquement, elle enrichit la littérature sur la mesure de la compétitivité territoriale dans les économies en développement ; empiriquement, elle fournit un diagnostic quantifié mobilisable pour le suivi-évaluation ; opérationnellement, elle identifie des leviers d'action concrets pour les décideurs publics.

Néanmoins, certaines limites méthodologiques doivent être reconnues : la dépendance aux données secondaires limite la capture de dimensions qualitatives ; l'analyse gagnerait à être complétée par des études longitudinales et des méthodologies mixtes qualitatives ; des comparaisons systématiques avec d'autres régions enrichiraient la compréhension des facteurs de performance différentielle.

En définitive, le renforcement durable de la compétitivité de Souss-Massa dépendra de la capacité collective à opérer les transformations structurelles identifiées, particulièrement l'investissement dans le capital humain et la diversification économique, tout en préservant les atouts existants.

Références bibliographiques

- Amin, A., & Thrift, N. (1995). *Globalization, institutions, and regional development in Europe*. Oxford University Press.
- Annoni, P., & Dijkstra, L. (2019). *The EU Regional Competitiveness Index 2019*. Publications Office of the European Union.
- Annoni, P., & Kozovska, K. (2010). *EU Regional Competitiveness Index 2010*. Publications Office of the European Union.
- Aziam, M. (2020). La régionalisation avancée au Maroc. *Revue Marocaine d'Audit et de Développement*, vol. 48, 97-112.
- Camagni, R. (2002). On the concept of territorial competitiveness: Sound or misleading? *Urban Studies*, vol. 39, no. 13, 2395-2411.
- Camagni, R. (2017). Regional competitiveness: Towards a concept of territorial capital. In *Seminal studies in regional and urban economics* (pp. 55-69). Springer.
- Commission Spéciale sur le Modèle de Développement. (2021). *Le nouveau modèle de développement : Rapport général*.
- Conseil Régional Souss-Massa. (2022). *Programme de développement régional 2022-2027*.
- Elame, F., et al. (2022). Analyse économique de la filière tomate Souss-Massa. *Actes de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II*, vol. 64, no. 2, 110-118.
- El Yaakoubi, A. (2018). Territoire et compétitivité au Maroc. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, vol. 1, 45-70.
- ESPON. (2022). *COMPASS – Comparative analysis of territorial governance and governance systems in Europe*.
- Haut-Commissariat au Plan. (2022). *Annuaire statistique régional du Souss-Massa 2021*.
- Haut-Commissariat au Plan. (2022). *Enquête nationale sur l'emploi : Données régionales 2021*.
- Haut-Commissariat au Plan. (2023). *Note sur les délais de production statistique*.
- Krugman, P. (1991). *Geography and trade*. MIT Press.

Krugman, P. (1994). Competitiveness: A dangerous obsession. *Foreign Affairs*, vol. 73, no. 2, 28-44.

Levy, J. P., & Jouve, B. (2008). Le capital social pour le développement territorial. *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, vol. 2, 197-218.

Marshall, A. (1920). *Principles of economics* (8th ed.). Macmillan.

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts. (2023). *Stratégie Génération Green 2020-2030 : Bilan annuel 2022*.

Observatoire National du Développement Humain (ONDH). (2021). *Indice de développement humain provincial : Rapport 2020*.

Observatoire National du Développement Humain (ONDH). (2022). *Indicateurs du développement humain : Analyse des disparités régionales*.

Observatoire Régional du Tourisme Souss-Massa. (2022). *Rapport fréquentation et recettes touristiques : Saison 2021*.

OECD. (2019). *OECD regional statistics: Methodological notes*. OECD Publishing.

OECD. (2021). *Regional competitiveness and multi-level governance*. OECD Publishing.

OECD. (2022). *Études territoriales de l'OCDE : Maroc 2022*. OECD Publishing.

OECD/Joint Research Centre (JRC). (2008). *Handbook on constructing composite indicators: Methodology and user guide*. OECD Publishing.

Porter, M. E. (1990). *The competitive advantage of nations*. Free Press.

Rodríguez-Pose, A. (2020). Institutions and the fortunes of territories. *Regional Science Policy & Practice*, vol. 12, no. 3, 371-386.

Royaume du Maroc. (2015). Loi organique n° 111-14 relative aux régions. *Bulletin Officiel*, no. 6340.

Schilling, J., et al. (2020). Climate change vulnerability in North Africa. *Regional Environmental Change*, vol. 20, no. 1, 15.

Schuschny, A., & Soto, H. (2009). *Guide méthodologique pour la construction d'indicateurs composites*. CEPALC, Nations Unies.

Scott, A. J., & Storper, M. (2015). The nature of cities: The scope and limits of urban theory. *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 39, no. 1, 1-15.

Storper, M. (1997). *The regional world: Territorial development in a global economy*. Guilford Press.

Torre, A., & Rallet, A. (2005). Proximity and localization. *Regional Studies*, vol. 39, no. 1, 47-59.